



***Demandez moins d'embouteillages
et une essence moins dispendieuse***

**Le plan conservateur pour les automobilistes
et les banlieusards**

**L'honorable Stephen Harper, C.P., député
Chef du Parti conservateur du Canada**

Le 3 juin 2004



Introduction

Les Canadiens en ont assez d'être bloqués dans les embouteillages. Et ils en ont également assez de payer de plus en plus cher leur plein d'essence. Pour se rendre au travail aujourd'hui, la plupart des personnes vivant en milieu urbain doivent supporter un trafic discontinu, des trains de banlieue et des métros bondés, seulement des places debout dans les tramways ou encore de lents trajets en autobus.

C'est un processus coûteux, frustrant et long qui a lieu jour après jour, mois après mois, année après année, pour les personnes qui vivent dans des grands centres.

Et cela ne va pas en s'améliorant. Notre réseau de routes et d'autoroutes en région urbaine, de promenades et de boulevards ne suit pas la croissance démographique. La Chambre de commerce de Toronto estime que les embouteillages coûtent à la seule pour la région du grand Toronto (RGT) la somme de 2 milliards par année en perte de productivité.

Les provinces et les municipalités à court de liquidités connaissent des difficultés pour le renouvellement de l'infrastructure tandis que le gouvernement fédéral bénéficie d'importants excédents.

La frustration des conducteurs en raison des embouteillages est aggravée par les prix élevés à la pompe. Et tandis que le Canada ne peut pas contrôler les cours mondiaux du pétrole, les prix élevés des produits de base grimpent à cause d'une taxation excessive de l'essence par le gouvernement.

Malheureusement, la saturation du réseau routier en ville n'est pas un sujet que les hommes politiques aiment vraiment aborder, et très peu semble être fait dans ce domaine.

Et quand les politiques libéraux parlent de congestion, c'est toujours pour parler d'un quelconque projet de transport en commun à la fois vague et grandiose, le genre de projet auquel il n'est jamais donné suite.

Les nouveaux Conservateurs disposent d'un plan précis, détaillé et crédible pour aider nos provinces et nos municipalités à investir dans de nouvelles infrastructures. Il s'agit d'un plan équilibré qui laisse aux ordres inférieurs du gouvernement de choisir le type d'infrastructure qui soit approprié – routes ou transport en commun – à leurs communautés.

Et notre plan prévoit de vrais allègements fiscaux pour les automobilistes qui se démènent pour s'adapter aux taxes élevées sur l'essence imposés par les Libéraux.

Partager les taxes sur l'essence pour soutenir l'infrastructure

Le bilan des Libéraux

Les dépenses en matière d'infrastructure étaient un important élément du programme du premier *Livre rouge* des Libéraux lors de la campagne de 1993, programme dans lequel ils avaient promis de créer des emplois grâce à un fonds d'infrastructure de 2 milliards de dollars. L'argent avait été finalement réparti sur plus de 3 ans. C'était, et continue d'être, une ingérence dans les compétences provinciales en utilisant le pouvoir fédéral de dépenser.

Quand le programme a finalement fonctionné, le gouvernement y a ajouté la notion d'« infrastructure culturelle et sociale » dans la prestation de services. Les fonds ont alors commencé à être versés à des stades de sports professionnels, des terrains de pétanque, des courts de tennis, des productions de film et même à des musées du canot.

Dans des annonces faites par la suite, les Libéraux ont créé un nouveau ministère pour administrer le financement pour l'infrastructure, en plus de mettre en place une vaste gamme de nouveaux programmes conçus pour dépenser plus d'argent dans des champs de compétence provinciale et municipale.

Les engagements des Conservateurs

Un nouveau gouvernement conservateur investira dans l'infrastructure en transférant aux provinces en matière d'infrastructure un minimum de 3 cents par litre de la taxe fédérale sur l'essence. Les nouveaux Conservateurs du Canada insisteront pour que cet argent soit équitablement réparti entre les provinces et les municipalités, et pour que cet argent soit alloué à de nouveaux projets qui n'auraient pas autrement vu le jour.

Un nouveau gouvernement conservateur éliminera également progressivement le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique et d'autres programmes d'infrastructure gérés par le fédéral, tout en conservant le programme pour l'infrastructure frontalière afin d'améliorer les infrastructures fédérales comme les aéroports, les ports et le réseau routier national.

La confusion des Libéraux

Quand il s'agit de partager les taxes sur l'essence avec les provinces et les municipalités afin de financer l'infrastructure, les Libéraux parlent, mais n'agissent pas. Quand il était candidat à la direction du Parti libéral, Paul Martin avait promis de partager de telles recettes. Et maintenant, il refait la même promesse pendant les élections fédérales.

Cependant, le problème c'est que le gouvernement Martin a présenté un budget entre sa victoire à la direction du Parti et l'actuelle campagne électorale. Le budget n'a proposé aucun partage des recettes tirées des taxes sur l'essence. On ne peut simplement pas faire confiance aux Libéraux sur cette question qui s'avère si importante pour nos provinces et nos villes.

L'engagement du Parti conservateur s'élèvera au coût net de 1,2 milliard de dollars une fois mis en application.

Réduire les taxes sur l'essence pour aider les automobilistes

Le bilan des Libéraux

Paul Martin a augmenté la taxe d'accise sur l'essence de 8,5 cents à 10 cents par litre dans son budget de 1995. À l'époque, M. Martin avait déclaré que cette augmentation était une mesure provisoire pour combattre le déficit. Au total, cette taxe génère plus de 4,5 milliards de dollars chaque année pour le gouvernement, somme qui n'est aucunement affectée spécifiquement aux routes ou au transport en commun.

Les Libéraux ont également maintenu leur pratique consistante à imposer la TPS par delà la taxe d'accise fédérale sur l'essence – une taxe sur la taxe. Cette dernière génère des recettes supplémentaires de 300 millions de dollars par année pour les Libéraux, somme qui n'est aucunement affectée spécifiquement aux routes ou au transport en commun. Le gouvernement profite en fait de la hausse des prix de l'essence aux dépens des automobilistes.

Les engagements des Conservateurs

Un nouveau gouvernement conservateur éliminera la « taxe sur la taxe » en enlevant la TPS sur la taxe d'accise fédérale sur l'essence.

En outre, un nouveau gouvernement conservateur éliminera la portion de la TPS du prix à la pompe au-delà de 85 cents le litre.

La confusion des Libéraux

Des députés libéraux comme Dan McTeague ont mentionné que la soi-disant augmentation provisoire de la taxe d'accise fédérale sur l'essence demeurerait en vigueur longtemps après l'obtention de l'équilibre budgétaire au Canada. Et pourtant, le gouvernement refuse de lever cette mesure provisoire.

L'engagement des Conservateurs d'enlever la TPS sur la taxe d'accise fédérale coûtera 300 millions par année.

Résumé des engagements

Partager les taxes sur l'essence pour soutenir l'infrastructure

Un nouveau gouvernement conservateur investira dans l'infrastructure en transférant un minimum de 3 cents par litre de la taxe fédérale sur l'essence aux provinces pour l'infrastructure. Les nouveaux Conservateurs du Canada insisteront pour que cet argent soit divisé équitablement entre les provinces et les municipalités, et que cet argent soit alloué à de nouveaux projets qui n'auraient pas vu le jour autrement.

Un nouveau gouvernement conservateur éliminera progressivement le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique et d'autres programmes d'infrastructure gérés par le fédéral, tout en conservant le programme pour l'infrastructure frontalière afin d'améliorer les infrastructures fédérales comme les aéroports, les ports et le réseau routier national.

Réduire les taxes sur l'essence pour aider les automobilistes

Un nouveau gouvernement conservateur éliminera « la taxe sur la taxe » en enlevant la TPS de la taxe d'accise fédérale sur l'essence.

En outre, un nouveau gouvernement conservateur éliminera la portion de la TPS du prix à la pompe au-delà de 85 cents le litre.